

Concours : Concours complémentaire d'accès à l'ENM

Epreuve : Note de synthèse

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Les mineurs non accompagnés

Après avoir triplé en deux ans, le nombre de mineurs non accompagnés (MNA) s'élevait fin 2018 à 40 000 pris en charge (doc. 1).

La notion de mineurs non accompagnés, qui n'est pas de nature juridique, définit les enfants âgés de moins de 18 ans qui arrivent en France sans qu'aucune personne majeure n'en soit responsable légalement sur le territoire national ou ne les prenne effectivement en charge et ne manifeste sa volonté de se les voir confier durablement (doc. 4).

L'arrivée massive de ces mineurs isolés pose des difficultés en matière d'évaluation de leur minorité et de celle de prise en charge.

Des lors, face à une prise en charge onéreuse au regard d'une évaluation de leur minorité incertaine (I), le législateur oscille entre une protection de l'enfance et la lutte contre l'immigration irrégulière (II).

I - Les mineurs non accompagnés, une prise en charge onéreuse au regard d'une évaluation de minorité incertaine

La prise en charge des mineurs non accompagnés s'avère coûteuse pour les départements (A) notamment au regard de l'incertitude qui entoure l'évaluation de la minorité mais qui profite aux intéressés (B).

A - Une prise en charge des mineurs coûteuse pour les départements

L'acteur principal dans la prise en charge des mineurs non accompagnés est le président du conseil départemental et à travers lui les services de l'aide sociale à l'enfance (ASE). Ces services

doivent avertir le procureur de la République ou le juge des enfants de toute situation de mineur privé de sa famille afin que soient prises des mesures de protection. De son côté, le président du conseil départemental transmet au ministre de la justice les informations dont il dispose quant au nombre de mineurs non accompagnés dans son département, en vertu de l'article L 221-2-2 du Code de l'action sociale et des familles. Le ministre de la justice fixera alors une clé de répartition afin que les mineurs soient pris en charge de façon équilibrée entre les départements (doc 3).

Un amendement au projet de loi de programmation 2019-2022 et de réforme pour la justice proposait que le préfet de région puisse orienter les mineurs non accompagnés d'un département vers un autre département de la région. Cette disposition, qui a été écartée, devait permettre de soulager les départements notamment frontaliers qui connaissent un nombre d'arrivées de mineurs disproportionné au regard de la démographie départementale et de la taille des services de l'aide sociale à l'enfance (doc 1).

En effet, dès leur arrivée, les mineurs non accompagnés sont orientés vers les services de l'ASE qui procèdent à une phase d'évaluation de leur minorité, permettant de s'assurer qu'ils sont effectivement mineurs, avant d'engager une mesure d'hébergement d'urgence. Le coût de ces démarches s'est élevé en 2017 à un total de 1,25 milliard d'euros. Les crédits alloués par l'Etat en soutien des départements ne cessent de progresser, mais sont encore considérés comme insuffisants face aux arrivées des mineurs (doc. 2).

B - Une évaluation de la minorité dont l'incertitude bénéficie aux mineurs non accompagnés.

Avant d'envisager un accueil durable du mineur non accompagné par les services de l'aide sociale à l'enfance, sa minorité, sa qualité de mineur, doit être prouvée.

C'est ainsi que dans le cadre d'un entretien, une évaluation sociale est effectuée en lui demandant d'expliquer son parcours et son histoire. Puis, s'il en possède, a lieu la vérification de ses documents d'état civil. Enfin, un examen médical pourra éventuellement être réalisé. La vérification de la minorité est déterminante pour que le jeune puisse se

voir désigner un représentant légal par le juge aux affaires familiales (doc. 14).

Toutefois, il s'avère que l'établissement de la minorité est souvent délicate. Tout d'abord, même en présence de document d'état civil, la minorité ne peut être confirmée. C'est en effet le cas des actes de naissance guinéens compte tenu d'une fraude généralisée au niveau de l'état civil de Guinée (doc. 15 et 7). Ensuite, le mineur peut bénéficier d'un examen radiologique osseux afin de déterminer son âge sous réserve d'une décision de l'autorité judiciaire et après recueil de son accord personnel, en vertu de l'article 388 du Code civil.

Bien que validée par le Conseil constitutionnel dans une décision rendue le 21 Mars 2019, en réponse à une question prioritaire de constitutionnalité du 21 décembre 2018, les tests osseux comportent une marge d'erreur significative pouvant aller de dix-huit mois à trois ans (doc. 12 et 8).

Les services d'aide sociale à l'enfance ne pouvant que se fonder sur ce faisceau d'indices pour apprécier la minorité du jeune, les décisions de refus de prise en charge qui peuvent en résulter sont soumises au jugement du Tribunal pour enfants. C'est alors l'occasion pour le magistrat de rappeler l'alinéa 3 de l'article 388 du Code civil selon lequel "le doute profite à l'intéressé".

Face à une évaluation sociale insuffisante, un examen radiologique incertain et compte tenu de l'exclusion de l'examen du développement pubertaire des caractères sexuels, le doute doit permettre une prise en charge du jeune et non de l'en exclure (doc 7).

Lorsque la minorité du jeune est déterminée par l'évaluation sociale, le mineur non accompagné bénéficie d'un encadrement juridique protecteur qui semble néanmoins progressivement remise en cause.

II - des mineurs non accompagnés, un encadrement juridique entre protection de l'enfance et lutte contre l'immigration irrégulière

Alors que le mineur isolé est pris en compte avant tout comme un enfant en danger (A), de nouvelles mesures controversées tendent à privilégier la lutte contre

L'immigration irrégulière (B)

A - La primauté de l'intérêt de l'enfant sur sa qualité d'étranger

Les mineurs non accompagnés sont considérés comme des enfants en danger de par leur minorité et leur isolement.

A ce titre, ils bénéficient du droit commun de la protection de l'enfance sans considération de leur nationalité ou de leur origine (doc. 4). Ils ne sont pas soumis aux règles françaises de séjour des étrangers. Dès lors, ils ne doivent répondre d'aucune exigence quant à la régularité de leur entrée ou de leur séjour et ne peuvent faire l'objet d'une mesure d'éloignement. Ainsi, les mineurs non accompagnés ont les mêmes droits que les enfants français en danger (doc. 13).

Le fait qu'un mineur ait des parents à l'étranger ou des relations en France n'empêche pas les autorités de rechercher l'existence d'un représentant légal sur le territoire national. Il en dépend de l'intérêt de l'enfant (doc. 6).

Le mineur non accompagné dispose ainsi bien des droits d'accès à la justice, notamment le droit à un avocat ou à un interprète (doc. 10) que des droits attachés à tout jeune mineur tels que le droit à la scolarisation ou à une couverture médicale universelle (doc. 13).

B - Un nouveau fichier controversé en vue de la lutte contre l'immigration irrégulière

Le décret du 30 janvier 2019 a autorisé la mise en place d'un fichier national dans lequel seront enregistrés l'image numérisée du mineur, ses empreintes digitales de deux doigts ainsi que des données de nature personnelle telles que son identité ou les langues parlées (doc. 9).

Ce fichier est controversé car pour les associations de défense des droits de l'enfant, il s'agit d'un recueil de leurs droits privés (doc. 15).

Concours section : Conc. complémentaire 2nd grade

Epreuve matière : Note de synthèse

N° Anonymat : **ALWKX919 KQ** Nombre de pages : 8

Concours : Concours complémentaire ENM

Epreuve : Note de synthèse

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



En revanche, pour les départements, il s'agit d'une mesure permettant de réduire le phénomène de nomadisme des mineurs contre les départements, d'alléger les services d'aide sociale à l'enfance en éviter le renouvellement de procédures à zéro pour les mineurs jeunes (doc 11 et 5). Le fichier permettra également après sa généralisation en avril 2013 de favoriser le rapprochement avec les données des étrangers mineurs et incitera les préfets à engager des mesures d'éloignement.

Ce glissement vers la lutte contre l'immigration irrégulière avait été présenté par le Défenseur des droits dès 2018 (doc 10).

N°

5.15.

N°

.../...

Nº

.../...